

HES-SO : Module à la Hebrew University of Jerusalem

19.01.2018

Categories: Boycott académique

Université d'été du travail social 2018



Dans ce module allez-vous aborder la situation des enfants palestiniens dans les Territoires palestiniens occupés et administrés par Israël ?

La Haute Ecole Spécialisée de Suisse Occidentale (HES-SO) propose un module aux étudiant.e.s dans la filière Master en Travail Social pour à la Hebrew University of Jerusalem (HUIJ).

La HUIJ a beau être une université «prestigieuse» pour la rectrice de la HES-SO, la majeure partie de son campus du Mont Scopus se situe à Jérusalem Est dans les Territoires Palestiniens Occupés. L'annexion de cette partie de Jérusalem Est, et le transfert de population civile dans ce territoire sont des violations de la 4ème Convention de Genève. Celles-ci ont été dénoncées à de nombreuses reprises par l'ONU et le

Conseil de sécurité (résolution 252 en 1968, et résolution 2334 en 2016).

En tant que signataire de la 4^{ème} Convention de Genève, la Suisse a non seulement l'obligation de la faire respecter mais aussi celle de n'apporter aucune aide ou assistance à une situation illégale. Ainsi la proposition d'envoyer des étudiant.e.s à un module de formation à la HUI **constitue une violation du droit international humanitaire**. De plus, elle apporte de facto une caution et donc une forme de contribution à une situation illégale.

La HUI a des liens structuraux avec les dirigeants politiques, économiques et militaires du pays. M. Federmann, CEO d'Elbit System, une grosse société d'armement, fabricant de drones à usage militaire, C. Gillon, ancien directeur du Shin Beit (Service de Sécurité interne d'Israël) figurent parmi les anciens présidents et vice présidents du Conseil de gouvernance de la HUI. The National Defence College, un établissement militaire, est sous ses auspices académiques. Elle héberge aussi le programme militaire Talpiot, programme offert aux étudiants qui ont montré une excellence pendant leurs études, particulièrement en mathématiques et en physique.

Il est incompréhensible que le module intitulé «Child Welfare Policies and Interventions» (Stratégies et interventions en matière de protection de l'enfance) que la HES-SO propose aux étudiant.e.s ait lieu dans un pays qui a été dénoncé à de nombreuses reprises, entre autres, pour des violations du droit de l'enfant! En 2014 environ 550 enfants ont été tués par des drones israéliens à Gaza. Aujourd'hui plus de 700 mineurs sont détenus dans des prisons israéliennes.

Ne soyez pas complices en vous inscrivant à ce module de white washing à la HUI. Il vise avant tout à détourner l'attention de la réalité de la politique israélienne: occupation, colonisation de peuplement, nettoyage ethnique et apartheid. Elle est à 10'000 lieues de la définition que donne l'EESP du travail social, *« expression vivante de la solidarité en société, il favorise l'accès aux droits sociaux et fonde son action sur les valeurs des droits humains, de l'égalité, de la justice et de la participation démocratique »*.

[Téléchargez le flyer de BDS Genève et CUP Vaud !](#)

- En octobre 2017, [280 mineurs palestiniens sont en prison](#) et les 3/4 d'entre eux ont subi des formes de violence suite à leur arrestation.
- En Cisjordanie Israël [confisque des écoles palestiniennes](#) financées par l'Union Européenne.
- En 2014 à Gaza, l'armée israélienne a utilisé des enfants palestiniens comme [boucliers humains](#).
- Selon la CTB (agence belge pour le développement), il [manque 2247 classes d'école](#) pour les enfants palestiniens à Jerusalem Est
- Pour franchir le mur de l'apartheid et avoir accès aux soins, les enfants de Gaza et de la Cisjordanie atteints de cancer [doivent attendre l'autorisation des Israéliens](#). Cette autorisation ne vient pas toujours et si elle vient, ce sont parfois les parents qui ne la reçoivent pas et ne peuvent pas accompagner leur enfant.